

Joseph WoudammiKE¹
Gigla Garakcheme²

HOMOSEXUALITÉ ET PÉDOPHILIE, UNE MENACE À L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE AU CAMEROUN?

HOMOSEXUALITY AND PAEDOPHILIA, A THREAT TO THE
TOURISM IN CAMEROON?

Abstract: The tourism is perceived by the Cameroonian government at the same moment as the source of growth, development and instrument of struggle against poverty. For that purpose, the government aspires to make of the country a tourist destination by arousing the interest of at least 500 000 tourists a year to fill the conditions of the world organization of the tourism (OMT). But stumbling blocks still mortgage the flight of this tourism. To the rank of these stumbling blocks, we quote constantly the insufficient number of infrastructures of reception, the neglect of the tourist places and the absence of a "tourist culture" on behalf of the Cameroonians. The comment of this communication consists not in denying the dividends which the country could pull of the tourist activity but to say that the homosexuality and the paedophilia in certain tourists engage themselves and which are presented in the social debate as deviant practices of dominion that instrument the poverty could constitute a mortgage.

Keywords: homosexuality, paedophilia, poverty, Cameroon, tourism

¹ Assistant au Département des Sciences Sociales pour le Développement, Institut Supérieur du Sahel (ISS), Université de Maroua (Cameroun).

² Assistant au Département d'Histoire, École Normale Supérieure de Maroua, Université de Maroua (Cameroun).

Introduction

Comme dans beaucoup de pays africains, le Cameroun fait face à un véritable problème de chômage des jeunes notamment. Depuis bientôt une décennie, le gouvernement camerounais, dans sa politique de diversification des sources de revenus, de création d'emploi et de captation des devises, mise sur le tourisme. De façon assidue, des délégations conduites par le ministre en personne se sont rendues en France et en Espagne pour participer à des salons internationaux afin de mieux vendre la destination Cameroun. L'École nationale d'hôtellerie et de tourisme (ENAHT) qui avait une vocation nationale est aujourd'hui une structure sous-régionale dépendant de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). Ce déploiement sur la scène internationale contraste avec la quasi absence de mesures en termes d'amélioration des infrastructures touristiques.

L'autre hypothèque sur l'activité touristique est sans doute l'homosexualité et la pédophilie, largement perçues comme des pratiques déviantes importées. Le récent débat sur l'homosexualité au Cameroun a fait dire à nombre d'associations de défense des droits des homosexuels que ce pays était homophobe et que les droits de l'homme y avaient encore des progrès à faire. Ce qui n'est pas bon pour son image alors même que la politique gouvernementale espère qu'une économie touristique pourrait contribuer à résorber le chômage endémique.

Il se dégage donc une contradiction selon laquelle le secteur touristique sur lequel les pouvoirs publics fondent leur espoir pour impulser le développement économique et améliorer les revenus des populations butte sur les croyances locales et même le cadre juridique qui interdit l'homosexualité, pratique en expansion et à laquelle s'adonnent de plus en plus de touristes pas seulement européens comme on pourrait le croire.

Le propos de cette communication consiste à revenir sur ce dilemme et à ouvrir des pistes de réflexion sur un secteur qu'on dit prometteur mais pour lequel les politiques sont encore balbutiantes.

La précarité au Cameroun

La pauvreté est une réalité sociale au Cameroun sur laquelle des données chiffrées crédibles sont rares. Sur le terrain par contre, quand on l'analyse sous l'angle du niveau de vie, des revenus, bref de l'indice de développement humain, point n'est besoin d'aller dans les campagnes pour s'en convaincre. D'après Zacharie Perevet, le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, trois millions de jeunes camerounais sont dans une

situation professionnelle « inconfortable ». Deux de ces trois millions exercent un emploi précaire alors que le dernier million est désœuvré ou, du moins, n'a pas une occupation précise. Le ministre a estimé le taux de chômage au Cameroun autour de 18% de la population active, non sans préciser que ce taux a été calculé selon des critères qui ne se limitent pas à ceux que recommandent le Bureau international du travail³. Les emplois précaires dont parle le ministre renvoient au secteur informel au sein duquel se démènent de jeunes « débrouillards ». Ces gens font dans « les restaurants par terre » (Mokam 2003), le « call box⁴ », la mécanique-auto, « la moto-taxi⁵ ». Dans cette dynamique, les femmes se sont également illustrées en investissant les secteurs de l'alcool au Nord-Cameroun où elles se font appeler « dada bil bil », c'est-à-dire vendeuse du *bil bil*, la bière locale obtenue à partir du mil. Dans la partie méridionale du pays, ce sont les « buyam sellam », femmes qui se sont spécialisées dans l'achat et la vente à travers le pays des produits vivriers.

Les jeunes des deux sexes subissent de plein fouet la faible capacité d'absorption des milieux d'emploi. Chaque année, les six universités d'État et les autres instituts spécialisés déversent sur le marché de l'emploi des milliers de jeunes diplômés qui ont de la peine à connaître une insertion socioprofessionnelle harmonieuse. Nombre d'entre eux se retrouvent malgré leurs diplômes dans le secteur informel.

D'abord marginalisés et même réprimés, ces jeunes et les autres acteurs de ce secteur font ces dernières années l'objet d'un intérêt de la part des pouvoirs publics. Ainsi, des structures d'encadrement ont vu le jour avec l'objectif de les accompagner et les aider soit à trouver un emploi soit à en créer eux-mêmes. Il s'agit du Fonds National de l'Emploi (FNE), du Projet intégré d'appui aux acteurs du secteur informel (PIASI) et du Programme d'appui à la jeunesse rurale et urbaine (PAJER-U). Ces structures octroient des crédits à des jeunes dont les projets sont jugés pertinents, offrent des cadres de formation à ceux qui en font la demande et créent des passerelles entre les chercheurs d'emploi et les entreprises susceptibles de les recruter.

Toutes ces mesures ne sont pas parvenues à enrayer ou à réduire véritablement la pauvreté. Elle sévit chaque jour avec plus d'acuité. Ce qui a

³ Interview accordée à Michel Ndjock Abanda dans le cadre de l'émission « Présidence Actu » télédiffusée en avril 2008 sur la CRTV, média officiel.

⁴ Cabines téléphoniques dont les tenanciers sont des jeunes gens assis à l'ombre d'un parasol qui mettent leurs téléphones portables à la disposition des clients à raison de 100 FCFA la minute d'appel.

⁵ Motos ambulantes qui transportent des clients dans les villes du pays. Les conducteurs de ces moto-taxis sont très souvent au cœur d'une polémique créée par les nombreux accidents de circulation qui surviennent.

contribué à la désigner comme le terreau fertile à l'émergence non seulement des églises dites réveillées qui essaient aussi bien dans les quartiers populaires que dans les milieux universitaires (Tetchiada 2006), mais également des pratiques homosexuelles et pédophiles condamnées aussi bien par les croyances locales que par la loi camerounaise⁶. Le récent débat sur ces pratiques dites sectaires qui a divisé l'opinion camerounaise a révélé le lien de causalité entre la pédophilie, l'homosexualité et la pauvreté.

L'insertion de l'homosexualité et de la pédophilie dans le débat national

A en croire l'enquête de *Perspectives Hebdo*, l'homosexualité aurait été introduite au Cameroun par les milieux coloniaux à la veille de l'indépendance dans une stratégie de cooptation ésotérique d'hommes politiques influents locaux à qui aurait pu échoir le pouvoir au moment de l'indépendance. Cette pratique se serait implantée progressivement en infiltrant les associations à coloration tribale (*Perspectives Hebdo* n°387 du 12 mars 2007 : 11).

Au-delà de la controverse⁷ que pourraient susciter ces propos, il est remarquable qu'ils reflètent la perception de l'homosexualité au Cameroun comme pratique magico-religieuse pour s'enrichir ou conquérir le pouvoir. L'affaire Djomo Pokam, du nom de cet étudiant qu'on a retrouvé mort après avoir été sodomisé et déféstré d'une chambre de l'hôtel Hilton, a posé tout au moins le problème en ces termes. Il a été vite assimilé à ces étudiants de plus en plus nombreux à vivre la hantise d'un lendemain qui offre peu de perspectives et qui, de ce fait, sont prompts à se proposer aux pédérastes contre des billets de banque.

Mais l'homosexualité s'est véritablement emparée de l'espace public avec la publication des listes d'homosexuels parmi lesquels il y avait des personnalités politiques et religieuses influentes.

Ces listes eut été précédées d'une homélie de l'archevêque Victor Tonyè Bakot dite « homélie de Noël » où il a condamné vivement les

⁶ Il s'agit de l'article 347 du code pénal qui punit tout acte d'homosexualité c'est-à-dire, tout rapport sexuel entre personnes du même sexe d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à cinq ans et d'une amende de 20 000 Fcfa à 200 000 Fcfa.

⁷ Lire Charles Gueboguo, «L'homosexualité en Afrique: sens et variations d'hier à nos jours», *Socio-logos*, Numéro 1, [En ligne], mis en ligne le: 1 septembre 2006. URL: <http://socio-logos.revues.org/document37.html>. Consulté le 19 mai 2008. Cet article défend l'idée que les sociétés africaines précoloniales ont secrété l'homosexualité et que son introduction ne saurait être imputée aux Occidentaux.

déviances qui sont l'homosexualité et la pédophilie entre autres. Cette levée de bouclier contre les « homosexuels de la République » s'est accompagnée d'une chasse aux « milliardaires véreux » dont une liste a également été publiée. L'apparition simultanée de certains noms sur les deux listes successives et les éditoriaux de certains directeurs de publication ont laissé croire qu'une bande de fonctionnaires corrompus et/ou homosexuels voulaient s'emparer du pays (Ateba 2007)⁸ et qu'argent, sexe et pouvoir étaient les variables qui modulent l'espace public camerounais (Lire *Nouvelle Afrique* n°189 du 09 février 2007).

L'orientation du débat telle que voulue par la presse a détourné l'opinion des questions de fond. Comme le rappelle Charles Guebogo⁹, ce débat aurait dû être dépassionné pour donner l'occasion aux Camerounais de réfléchir sur le sens à donner à la démocratie qui ne saurait se limiter à la réclamation des élections transparentes. Parce que focalisée sur des hommes d'État et dans une perspective de procès fait à l'État lui-même (Abéga 2008), le débat sur les mœurs qui s'est greffé à celui plus sensible de la succession du président de la République Paul Biya, n'a pas fait l'économie de la manipulation de l'opinion. Des hommes politiques ont été livrés à la vindicte populaire avec plus ou moins de preuves matérielles irréfutables (Bimogo 2006 ; Yann 2006). L'homosexualité dès lors n'est pas perçue seulement comme contraire aux cultures et pratiques sexuelles séculaires africaines, mais aussi et surtout comme un instrument entre les mains de la classe dominante qui s'emploie à profiter de la misère des pauvres pour les soumettre par voie anale contre de l'argent¹⁰, en somme comme « un instrument machiavélique du pouvoir » (Bimogo 2006). Charles Guébogo, sociologue ayant travaillé sur l'homosexualité au Cameroun, le confirme lorsqu'il affirme que: « Dans une société où les rumeurs et la religion

⁸ A la une de l'hebdomadaire *Nouvelle Afrique* n° 189 du 09 février 2007, on peut lire « La république en danger, la génération 2011 [appellation du groupe présumé de certains barons du régime en place au Cameroun qui auraient des ambitions politiques plus ou moins avérées visant à conquérir le pouvoir en 2011, année de la fin de mandat du présidentiel actuel, Paul Biya] à l'assaut du pouvoir. Plus de 8 000 milliards de F cfa dans des paradis fiscaux; ces « agresseurs » des caisses publiques veulent Etoudi [appellation du palais présidentiel camerounais] en passant par l'argent volé; Une énorme provocation à l'endroit de Paul Biya, du peuple paupérisé et précarisé ».

⁹ Interview accordée par Charles Guébogo à Jean François Laforgerie, disponible sur <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2517>.

¹⁰ A ce propos, Foly Dirane, l'un des animateurs vedettes de la CRTV-Télé, ne rate aucune occasion lors de son émission de divertissement, « Délire », de mettre en garde la jeunesse contre les « pédérastes sectaires » qui usent de l'argent comme d'un appât pour attirer dans leurs pièges des jeunes à qui ils promettent emploi et argent et les sodomisent pour capter leurs « chances » et leurs pouvoirs.

forment le lit des solidarités, de telles prises de positions [les condamnations de l'Église à travers notamment l'homélie de Noël citée plus haut] ne peuvent que radicaliser ceux qui — et ils sont nombreux — sont convaincus que l'enfer, c'est les homosexuels. Ne sont-ils d'ailleurs pas très nombreux à affirmer que l'homosexualité au Cameroun est une source de sous-développement ? Cela peut faire sourire, mais aujourd'hui encore certains le pensent¹¹».

Ainsi, l'homosexualité comme alternative à l'hétérosexualité et voie semblable vers l'accomplissement du plaisir est faiblement intégrée. Ce ne sont donc pas les appels indignés d'Alternatives-Cameroun, association de défense des droits des homosexuels, publiés sur Internet qui pourraient bouger les choses sinon éblouir un peu plus aux yeux des touristes homosexuels une image de marque que le Cameroun s'efforce de construire depuis quelques années¹².

De ce qui précède se dégage aisément le lien de causalité plus ou moins hâtivement établi entre la pauvreté d'une part, et les pratiques sexuelles jugées déviantes dont l'homosexualité et la pédophilie d'autre part. Que la presse ait publié des listes d'homosexuels nationaux ne doit pas faire oublier qu'elle a également pris à parti les touristes qui auraient fait de certains hôtels des havres pour gays, profitant de la vulnérabilité matérielle de leurs proies.

Zones touristiques, zones de pauvreté, zones perverses ?

Le Cameroun comprend deux espaces géographiques différenciés à savoir une zone forestière au Sud et une autre soudano-sahélienne au Nord. Ce qui lui donne des potentialités touristiques considérables en termes de diversité culturelle, faunique et de la flore. Le pays est également ouvert sur l'océan atlantique. Le littoral a pour vitrine la ville de Kribi, cité balnéaire dont la célébrité et la prospérité se fondent largement sur l'activité touristique. La floraison d'hôtels le long de la côte n'hébergent que de paisibles touristes. De nombreux témoignages disponibles sur Internet ainsi que quelques victimes de gays ou de lesbiennes assurent que les pratiques homosexuelles y ont pignon sur rue. D'autres sources non vérifiées évoquent

¹¹ Interview accordée par Charles Guébogo à Jean François Laforgerie, disponible sur <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2517>.

¹² Sur http://www.thewarning.info/article.php?id_article=0184, ces propos sur le Cameroun sont édifiants : « 4 EME DICTATURE EN AFRIQUE et aussi anti gays!! et nos gouvernants européens soutiennent ça avec nos impôts !!! »

la probabilité en ces lieux du pédotourisme¹³. Mais tout semble se passer dans une relative tolérance des populations qui y voient une opportunité financière.

A Ngaoundéré, ville située plus au Nord, une affaire de marabouts itinérants venus du Nigéria voisin pour des prédications et qui ont cru devoir séduire de jeunes enfants a suscité une indignation générale. A travers une école coranique, tout un réseau s'est créé pour assouvir les désirs des hommes en quête de mobilité sociale¹⁴.

En marge des villes touristiques comme Kribi, dans les campagnes, où la pauvreté est endémique et les populations attachées aux croyances ancestrales, la réalité est autre. Dans un dossier au titre éloquent, *Dans les serres de la pauvreté*, *Le Septentrion* a publié le tableau suivant sur la pauvreté urbaine et rurale au Cameroun.

Province	Indice de pauvreté (population totale)	Indice de pauvreté (population urbaine)	Indice de pauvreté (population rurale)
Extrême-Nord	49%	35%	53%
Nord	44%	28%	49%
Adamaoua	37%	26%	43%
Est	30%	21%	33%
Centre	16%	11%	21%
Sud	18%	12%	20%
Sud-Ouest	21%	13%	24%
Nord-Ouest	26%	16%	29%
Ouest	21%	14%	24%
Littoral	13%	11%	21%
Total	28%	16%	35%

Source : *Le Septentrion*, N°0019 du 23 octobre 2007, p. 6.

Tel qu'on peut le constater, les zones rurales sont les plus touchées. C'est dans ces zones pourtant que l'on retrouve les sites touristiques les plus

¹³ Les informateurs interrogés sur ce sujet dont la plupart sont des étudiants ont requis l'anonymat.

Par contre, sur <http://www.camerounlink.net/fr/news.php?nid=34961&kat=1&seite=21>, des témoignages édifiants peuvent être consultés. Celui-ci par exemple : « A Kribi, ce sont les cadres de sociétés ou les coopérants qui profitent de la pauvreté des enfants. Tout le monde sait - notamment les Consuls de France - tout le monde se tait, personne n'agit. Ils se donnent bonne conscience, car il paraît qu'en "payant", ils rendent service à toute la famille. Pays de complicités. D'impunités. »

¹⁴ Le réseau démantelé a fait l'objet d'un reportage à la chaîne de télévision «Canal 2 International ».

importants et célèbres du Cameroun. L'Extrême-Nord qui apparaît comme la province la plus touchée par la pauvreté est également l'une des plus touristiques du pays. Ce qui a fait dire qu'au-delà des sites, la « pauvreté y est même touristique ». Cette province est située dans la partie sahélienne du pays. On y dénombre des parcs et des réserves à Waza, Mozogo-Gokoro, le pic de Mindif, etc. Les adeptes du tourisme culturel peuvent visiter les cases en obus dans le département du Mayo-Danay, ou les sultanats aux traditions séculaires dont serait originaire Abraham Hannibal, l'aïeul du poète russe Alexandre Pouchkine, ou encore le sorcier au crabe de Rhumsiki ainsi que le sultanat du Wandala dans les monts Mandara.

Ces régions montagneuses captent l'essentiel des touristes nationaux et étrangers, européens notamment, qui visitent la province de l'Extrême-Nord. Les peuples qu'on y trouve seraient issus d'un vieux fond culturel dit « paléonigritique ». Les terrasses et autres habitats en pierres sèches ont fait dire à des chercheurs qu'on a là une survivance de l'une des civilisations les plus anciennes d'Afrique¹⁵. Bienvenu D. Nizésété (2004) et Kwarmba Solange (2007) y ont recensé des potentialités touristiques énormes. Dans la petite ville de Rhumsiki où existent des infrastructures hôtelières modestes pour accueillir les touristes, Kwarmba a relevé que si le tourisme permet de dynamiser le secteur artisanal et le petit commerce, il n'en participe pas moins à la sous-scolarisation, les jeunes garçons préférant de plus en plus s'improviser guides touristiques. Nombre de leurs jeunes sœurs, élèves ou non, semblent séduites par les devises que brandissent les touristes européens contre des ébats. Durant un séjour dans cette région, un jeune « moto-taximan » nous a confié : « tout le monde attend les Blancs ici. On va faire comment ? (...) Mais ceux qui en profitent le plus sont les guides. Ils ont les numéros [téléphoniques] de quelques filles qu'ils proposent à ces Blancs. (...) Mais il y en a parmi eux qui sont homosexuels pour avoir beaucoup d'argent. La preuve, ils ont de beaux habits, des motos alors qu'ils ne sont que des guides ! »¹⁶. Nous avons rencontré des jeunes filles qui ont fait des enfants avec des touristes dont elles n'ont plus eu des nouvelles.

« Mérites-tu vraiment cet argent ? »

Plus au Nord des monts Mandara, c'est au sein d'une paroisse du diocèse de Maroua-Mokolo que nous avons rencontré quelques jeunes ayant

¹⁵ Une équipe de chercheurs canadiens réunis autour du Mandara Archaeological Project (MAP) poursuivent encore des recherches soutenues par l'UNESCO et qui tendent à confirmer cette hypothèse.

¹⁶ Entretien avec Zra à Mokolo, 28 mars 2008.

requis l'anonymat. Ils ont en commun d'avoir fait la rencontre de quelques touristes européens, parents et amis du curé, venus assister à des manifestations des grandes vacances organisées au sein de la paroisse. Mais l'un d'entre eux qui était le président de l'association des jeunes dit avoir eu mailles à partir avec le curé lui-même. Il nous confie avoir été victime d'un véritable harcèlement. Après avoir suivi une formation de technicien d'agriculture financée par la paroisse, il croit que sa demande de recrutement adressée au curé a obtenu une fin de non recevoir parce qu'il a refusé de céder aux avances de ce dernier. Notre informateur confesse que le prêtre l'invitait dans sa chambre pour tenter de le séduire à travers des bains à deux d'abord sans signification puis de plus en plus « mal intentionnés », des incitations à passer la nuit ensemble. Face à une résistance sans cesse croissante du jeune homme, de grosses sommes d'argent lui étaient offertes, appuyées des propos : « mérites-tu vraiment cet argent ? ». Il a fini par adresser une lettre au curé dans laquelle il est acerbe :

Depuis 2006, j'ai compris pourquoi (...) les catéchistes ne sont pas libres dans leur communauté, j'ai compris pourquoi les jeunes catéchistes vont en retraite alors que pour la parole de Dieu, il n'y a pas de retraite et je comprends aussi pourquoi les jeunes désertent l'église. Et il y a déjà 3 ans que ma famille et moi n'allons pas à l'église mais aucun catéchiste n'est passé chez moi me demander pourquoi j'affiche de tels comportements. Justement ma famille et moi avons (sic) perdu la foi. Cette perte de foi se ressent chez la plupart des jeunes (...). Les raisons de cette perte de foi sont multiples : (...) Tertio : la pratique de l'homosexualité est recurente (sic) voir (sic) même débordante dans la maison de Dieu (...) et moi je suis prêt à témoigner si tu doutes¹⁷.

Les autres témoignages sont ceux d'une jeune fille mineure qui n'a pas pu résister à l'un des touristes qui lui a proposé une balade en voiture, laquelle s'est soldée par des rapports sexuels dans la nature. Elle nous a confessé être vierge au moment de l'acte. Il s'agit aussi d'un autre jeune homme d'une vingtaine d'années qu'un touriste a rejoint dans la salle de bain pour une séance érotique qu'il a refusé.

Tous ces témoignages sous anonymat, pour être mis en rapport avec la pauvreté, doivent être restitués dans leur contexte social. Nous sommes ici dans une paroisse qui a fait le pari d'apporter aux populations déshéritées, outre l'évangile, des projets de développement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Ces projets ont reçu le soutien

¹⁷ Nous avons pu obtenir une copie de cette lettre et avons rencontré un catéchiste de ladite paroisse qui nous a dit qu'elle a effectivement été reçue par le curé qui a requis ses bons offices pour calmer les ardeurs du jeune homme.

financier des bailleurs de fonds européens notamment qui viennent de temps en temps évaluer l'avancement des travaux ou le fonctionnement des structures qu'ils ont contribué à mettre en place. Cette dynamique débouche sur un « tourisme de charité » qui ne va pas sans heurter des sensibilités locales tant et si bien qu'on est fondé de s'interroger sur sa durabilité.

Conclusion

Au total, il ressort de notre réflexion que le tourisme constitue, à n'en point douter, une activité qui génère des devises pour le pays et un appoint financier pour les communautés riveraines des sites touristiques. Cependant, l'activité touristique en ce début du troisième millénaire s'est accompagnée des effets « pervers » de la modernité à savoir des pratiques non reconnues par la majorité des populations camerounaises et durement réprimées par le code pénal ainsi que les religions monothéistes révélées. Seulement, la pauvreté endémique qui caractérise les populations camerounaises à peine sortie de la crise économique fait en sorte qu'elle ne résiste pas aux multiples tentations (pratique de l'homosexualité, de la pédophilie, sectes, etc.). Comment donc dans un contexte pareil le gouvernement camerounais peut-il en même temps encourager le développement touristique et s'attaquer à ces pratiques classées dans les registres des déviances qui pourtant semblent faire l'affaire d'une frange de la population qui y trouvent leur compte ?

Références

Abéga, S. C., « La presse et l'État : l'exemple des procès sur l'homosexualité au Cameroun », in *Repères* 064 du mercredi 26 mars 2008.

Ateba, C., 2007, *Les détournements des fonds publics et la corruption comme logique de coup d'État*, Yaoundé, Clé.

Bimogo, F., 2006, « Liste des milliardaires et d'homosexuels du Cameroun : ce qu'il faut savoir / Curiosité de République bananière: les milliardaires sont des fonctionnaires! », disponible sur http://www.africatime.com/Cameroun/nouvelle.asp?no_nouvelle=239143&no_categorie, consulté le 17 mars 2008.

Gueboguo, C., «L'homosexualité en Afrique : sens et variations d'hier à nos jours», *Socio-logos*, Numéro 1, [En ligne], mis en ligne le : 1 septembre

2006. URL : <http://socio-logos.revues.org/document37.html>. Consulté le 19 mai 2008.

<http://www.camerounlink.net/fr/news.php?nid=34961&kat=1&seite=21>, consulté le 17 mars 2008.

Interview accordée par Charles Guébogo à Jean François Laforgerie, disponible sur <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2517>, consulté le 17 mars 2008.

Kwamba, S., 2007, « Le tourisme dans les monts Mandara au Nord-Cameroun (1954-2004) », Mémoire de DEA en Histoire, Université de Ngaoundéré.

Le Septentrion, N°0019 du 23 octobre 2007, p. 6.

Nizésété, B. D., 2004, « Le tourisme au Cameroun et en Afrique », Rapport de stage sur la dynamique du tourisme au Cameroun et en Afrique, CFA-Stephenson&IRST/Université de Paris I.

Nouvelle Afrique n°189 du 09 février 2007.

Perspectives Hebdo n°387 du 12 mars 2007.

Tetchiada, S., 2006, « Pour le bonheur, des sectes offrent la violence dans les universités », disponible sur <http://ipsnews.net/fr/note.asp?idnews=3213>, consulté le 20 mars 2008.

Yann, Y., 2006, « L'homosexualité au Cameroun », disponible sur http://www.africatime.com/Cameroun/nouvelle.asp?no_nouvelle=239143&no_categorie, consulté le 17 mars 2008.

Maroua